



Quand l'émotionnel prend le dessus sur le légalisme.

Toutes les photos via l'auteur.

Police

## Guérilla urbaine à Barcelone... octobre 2019

Maj François Meylan

**L**undi 14 octobre 2019, j'étais bien heureux de rentrer avec le vol Barcelone – Genève EZS1402 de 08:25. Moins de deux heures plus tard l'aéroport international de la Cité de Gaudi el Prat était bloqué par l'opération sécessionniste «Tsunami Démocratique.» Affirmant s'inspirer du mouvement hongkongais, les auteurs de cette première attaque sur une infrastructure civile de haute valeur stratégique et politique sont parvenus à faire annuler 110 vols. Le résultat des échauffourées avec la police s'est soldé par quelques 115 blessés. Pour permettre aux assaillants d'accéder à l'intérieur de l'aéroport hautement sécurisé, l'organisation rebelle avait envoyé des centaines de faux billets d'avion à ses membres.

Le samedi précédent, le 12 octobre, j'étais invité par des associations constitutionnalistes à célébrer le Jour de l'hispanité qui marque la fête nationale espagnole, la commémoration de la découverte de l'Amérique. Le principal sujet de conversation dans les rues catalanes portait sur la nature des sentences que le Tribunal Suprême (TS) – la plus haute cour espagnole - devait rendre à l'encontre des politiques et *leaders* d'associations indépendantistes qui avaient fomenté le *push* au Parlement de l'autonomie catalane, en Espagne, les 6 et 7 septembre 2017: violation de la constitution et du statut de l'autonomie, non respect de la loi électorale et neutralisation de l'opposition. Tentative de coup d'Etat qui sera suivie du référendum illégal du dimanche 1<sup>er</sup> octobre. Nous nous rappelons encore des malheureuses images qui avaient fait le tour du monde. On y voyait les forces de l'ordre frapper des civils désarmés voulant «seulement» aller voter. La *trampa* (le piège) s'était refermé et le mouvement indépendantiste avait gagné cette première et au combien décisive guerre de la communication. Comme disait l'autre, aujourd'hui, on ne commence plus les guerres avec des bombes mais avec des mensonges. On n'y est.

Le procès qui s'en est suivi s'est tenu du 12 février au 16 juin 2019, à Madrid. Il a pu être filmé en permanence

par les télévisions du monde entier. Certes, il n'était pas parfait mais l'Espagne qui ressort toujours bien classée lors des différentes études sur la démocratie pleine et innovée. Elle l'a rendu le plus transparent possible. Les chefs d'accusation étant la sédition et la malversation. L'Avocate générale de l'Etat était intervenue en amont pour que le crime de rébellion ne soit pas retenu.

Dans notre code pénal suisse, c'est l'article 265 que l'on retiendrait à l'égard des sécessionnistes soit: Crimes ou délits contre l'Etat et la défense nationale. La sanction étant la peine privative de liberté pour un an au moins. A laquelle il faudrait ajouter les dispositions punissant la malversation.

Nous l'apprenions le 28 janvier dernier, la Cour des comptes réclame quelques 4 millions d'euros aux sécessionnistes (le fugitif Carles Puigdemont inclus). Soit l'argent public dépensé pour organiser le faux référendum du 1<sup>er</sup> octobre 2017.

### Barcelone en prise avec le combat de localité à l'échelle 1:1

Ce qui précède est nécessaire pour comprendre le contexte dans lequel s'est déployé le plan «Tsunami Démocratique». Parce que s'il a débuté, dans les faits, le 14 octobre 2019, le jour de la publication des sentences par le TS, avec la neutralisation de l'aéroport de Barcelone, à l'instant où j'écris ces lignes, les méfaits ne sont pas terminés. Le coût économique global pour la région encore loin d'être évalué. La chute touristique, quant à elle est bien marquée. Revenant sur les faits marquants des violences urbaines qui ont affecté les rues catalanes entre le fatidique 14 et la fin du mois d'octobre.

Les fameux Comité de défense de la République (CDR) – inspirés de ce qui se fait à Cuba soit un contrôle «citoyen» par quartier – ont harcelé les forces de l'ordre durant plus d'une dizaine de jours et nuits en permanence. Encagoulés,

armés de catapultes, de pavés, de barres de fer, de cocktails Molotov, de lance projectiles en tous genres tels que des billes d'acier et de l'acide ont pris d'assaut, successivement différents quartiers et artères névralgiques de la capitale catalane. Conduits par la plateforme «Tsunami Démocratique» via l'outil de communication Telegram, les émeutiers prenaient position en coupant la circulation, en incendiant les conteneurs à poubelles. Le but étant d'attirer les forces de l'ordre qu'ils encerclaient aussitôt avant de se disperser pour rallier un autre point d'affrontements. Les combats les plus violents se produisirent de nuit avec une grande quantité de feux de voiture et des entrées d'immeubles incendiés.

### Organisation des forces de l'ordre

La Guardia civil (GC) fut déployée en-dehors de la localité pour contrôler les principaux accès routiers et fut occupée aux missions d'intelligence. Aux 150 policiers nationaux en poste à Barcelone, 1950 agents (soit 37 groupes anti émeutes) ont été ajoutés par le Ministère de l'intérieur, à Madrid. Ils ont constitué la colonne vertébrale du dispositif. La police municipale, la Guardia Urbana (GU) se chargeant principalement de la gestion de la circulation routière et des personnes. Ils sont au nombre d'un peu plus de 3'000 pour une population de 1,6 millions d'habitants. Quant aux Mossos d'Esquadra, l'équivalent d'une police cantonale en Suisse, forts de 16'000 policiers pour toute l'autonomie catalane qui

compte 7,5 millions d'habitants, ils ont également été mis à rude épreuve. En particulier, la Brigada Móbil (BRIMO) qui est spécialisée dans le maintien de l'ordre. Ces policiers sont 500 pour toute la Catalogne. Le tout étant coordonné par le CECAT – le centre de coordination conduit par la déléguée du gouvernement en Catalogne Teresa Cunilera i Mestres. Celle-ci étant épaulée par un commandant responsable pour chaque corps de police engagé. L'autorité est ainsi restée, durant toute l'opération, politique. On peut reprocher aux décisions prises, l'interdiction pour la Police nationale d'employer son matériel lourd resté à quai dans le port de Barcelone; l'interdiction à la Brimo de tirer ses balles en mousse à une distance inférieure à 25 mètres. Obligation d'un rapport écrit pour chaque coup tiré. Ce qui fut malheureusement propice au corps à corps avec une grande quantité de blessures. Notons que la BRIMO sortait, pour l'occasion, son unique camion lanceur d'eau, en trente ans. Le service d'intelligence de la Police nationale relèvera l'incroyable violence des émeutiers. Ils allaient jusqu'à tenter d'incendier – en ouvrant le réservoir - les fourgons Mercedes Sprinter de la BRIMO avec leurs occupants à l'intérieur. Ce point reste inexplicable: comment des jeunes nés en démocratie et disposant de l'ensemble de leurs libertés fondamentales en arrivent à ce point de rupture.





### **Au total, ce sont 288 policiers qui ont été blessés**

Un coût humain considérable: 153 agents des Mossos d'Esquadra (police de l'autonomie catalane); 134 agents de la Police nationale (CPN) et 1 agent de la Guardia Urbana de Barcelona (GU) - police municipale. Beaucoup ont été blessés grièvement et porteront des séquelles pour la vie.

Il a été procédé à 194 interpellations. Les plus significatives furent l'œuvre de policiers en civil opérant en profondeur du dispositif belligérant. Cent quatre ont été mis à disposition de la justice et vingt-huit ont été directement incarcérés pour voies de fait graves et tentatives d'homicide. Alors que quatre-vingt-dix émeutiers seront poursuivis pénalement après avoir été identifiés et relaxés le même jour.

Autre fait relevant: 90% des interpellations concernent des individus domiciliés dans l'autonomie catalane. Cela signifie que la participation de casseurs venus de l'étranger – genre les Blacks Box - n'est pas déterminante.

### **«Tsunami Démocràtic» la deuxième tentative de coup d'Etat...**

En visite au Parlement européen, à Bruxelles, le 14 novembre 2019, je m'entretenais, pour la seconde fois, avec la députée basque Maite Pagazaurtundúa, dont le frère a été assassiné par le mouvement séparatiste basque l'ETA – elle-même a vécu, avec sa famille, quelques 13

années sous protection policière, sur l'organisation des CDR et sur les nombreuses complicités que l'on rencontre en Suisse. Pour Maite, il ne fait aucun doute, l'appareil judiciaire mettra du temps certes mais ira les chercher un à un comme il l'a fait avec les assassins de l'ETA. Autre point qui a retenu mon attention, c'est l'objectif. Selon Maite Pagazaurtundúa, «Tsunami Démocràtic» qui n'en finit pas depuis le 14 octobre vise des actions de déception à l'encontre de la population civile. A savoir en finir avec la volonté de résistance de la majorité sociale catalane et espagnole. Et effet, après le référendum interdit du 1<sup>er</sup> octobre 2017, les sécessionnistes surpris par la sévérité du Roi Philippe VI lors de son allocution télévisée du 3 octobre, l'ont été doublement le dimanche 8 octobre quand la majorité sociale, jusqu'ici, restée silencieuse, est descendue dans les rues catalanes manifester son ras-le-bol et son attachement à l'unité de l'Espagne. Elle représente tout-de-même quelques 60% de la population. Ainsi, «Tsunami Démocràtic» qui, selon de nombreuses sources, était prévu quelque soit l'issue du procès n'a pour autre finalité que de faire taire cette majorité catalane et espagnole qui, à l'heure où l'émotionnel l'emporte sur le légalisme, demeure la véritable résistance au projet sécessionniste.

### **«Tsunami Démocràtic» une organisation machiavélique qui serait née en Suisse**

Selon le quotidien *Le Temps*, «Tsunami Démocràtic», officiellement, organisation terroriste pour Madrid aurait été finalisée lors du dernier week-end du mois d'août 2019 à Genève. Information qui a été reprise et validée par l'ensemble des médias du continent. Cela se serait déroulé lors d'une rencontre entre Carles Puigdemont, Marta Rovira et Quim Torra avec d'autres leaders séparatistes. Si tel est le cas, il y aurait de quoi s'interroger sur la responsabilité helvétique. Tant nos autorités cantonales comme fédérales n'ont cessées d'être alertées sur les agissements très équivoques de l'appareil séparatiste catalan sur notre territoire. Ceci depuis le 25 janvier 2018, avec des rapports écrits réguliers, documentés et circonstanciés que votre serviteur à lui-même parcouru. Les principes de précaution et de réciprocité semblent nous avoir échappés.

### **Remerciements**

Mes remerciements vont au sergent David Hernández (Suboficial), président de Politeia, association catalane qui comprend des représentants de tous les corps policiers et de sécurité en fonction dans l'autonomie, pour m'avoir ouvert ses réseaux et permis de recueillir tant d'informations utiles. Et à l'association suisse apolitique «Catalunya peuple d'Espagne» pour son soutien inconditionnel, tout au long de mes investigations tant en Espagne qu'en Suisse.

F. M.